

Flash KADDU
sonatel



Retrouvez votre Flash Kaddu
à l'intérieur !

le soleil

www.lesoleil.sn

MARDI 19 MAI 2015

44^{ème} ANNÉE • N°13493 • ISSN 0850/0704 • 200 F.CFA • ZONE CFA 300 FRANCS

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Une délégation ministérielle à l'écoute des doléances des Matamois

PAGE 3

● Bientôt un autre château d'eau de 200 m³ à Agnam Civol



GROSSESSES PRECOCES A ZIGUINCHOR



Adolescentes et filles mères racontent leur calvaire

LIRE DOSSIER EN PAGE 4 A 5

SEYDINA LIMAMOU LAHI

Parcours et
enseignements
d'un homme
de dimension
exceptionnelle



PAGE 14

COOPERATION SENEGALO-MAROCAINE

Mohammed VI
attendu demain
à Dakar

PAGE 2

PROCESSUS DE PAIX EN CASAMANCE

Le rôle du conseiller a
pris fin en novembre
2014, selon l'ambassade
américaine

PAGE 2

TRANSPORT AERIEN

1^{er} vol cargo de Turkish
Airlines à Dakar

PAGE 8

PARC NUMERIQUE DE DIAMNIADIO

Le démarrage des travaux
prévu en septembre prochain

PAGE 23

FOOT TIRAGE 1/8E DE FINALE
COUPE DE LA LIGUE

Pikine – Casa et
le derby de Mbour
en attraction

PAGE 29



9^{ème} EDITION

SENCOMANE

Tel: 33 825 40 00 - E-mail: sncm@snccm.org

**SALON INTERNATIONAL DU BATIMENT
DES TRAVAUX PUBLICS ET DES BIENS D'EQUIPEMENT**

**DAKAR DU 19 AU 22 MAI 2015
AU CICES**

Heures d'ouverture de 09 heures à 18 heures

GROSSESSES PRECOSES A ZIGUINCHOR

Focus sur le phénomène des adolescentes et filles-mères

Les grossesses précoces qui sapent la vie des adolescentes et des jeunes filles sont récurrentes dans la région de Ziguinchor où 20 % des accouchements sont recensés dans cette catégorie de la population. Focus sur un phénomène qui préoccupe les différents acteurs œuvrant pour l'amélioration de la santé des enfants, des filles et des femmes.

Dossier réalisé par Maïmouna GUEYE

On la surnomme désormais « Yaye xaléyi » (maman des enfants) dans son quartier Néma2, dans la périphérie de la commune de Ziguinchor (Sud du Sénégal). Car Maïmouna Diatta a décidé de s'investir pour que les adolescentes et jeunes filles vivant dans son environnement immédiat ne soient plus victimes de grossesse précoce. Comme ce fut son cas quand elle n'avait que 13 ans. « Ma maman me donnait régulièrement des conseils, elle discutait beaucoup avec moi, mais je ne l'écoutais pas. J'étais très têtue. Alors que j'étais en 5ème au collège, j'ai contracté une grossesse », témoigne, les larmes aux yeux, cette élève de 21 ans en classe de Terminale. C'est dans le cadre de la Caravane des Médias sur l'accès des adolescents et des jeunes à l'information et aux services de planification familiale en Casamance (Ziguinchor : 30 mars-1er avril 2015).

L'index droit sur son œil du même côté, Maïmouna essuie les larmes qui échappent à son contrôle, sans doute regrettant cet épisode de sa vie qu'elle n'a pu traverser que grâce au soutien indéfectible de sa mère qui s'est occupée d'elle et de son enfant, de sorte qu'elle puisse reprendre ses études. En face d'elle, Binetou Gassama, 22 ans. Fille-mère, elle a contracté une grossesse à l'âge de 15 ans, mais elle ne souhaite pas s'épancher sur le sujet. Il en est de même pour la nommée Bineta, 20 ans, avec déjà deux enfants hors mariage, dont le dernier vient juste de fêter son pre-

mier anniversaire.

Quant à Néné, rencontrée à la gare routière de Ziguinchor, elle confie que sa défunte grande sœur a été fille-mère. « Elle a laissé deux orphelins. C'est ma maman qui les entretient et paie leur scolarité. Ne pouvant supporter cette situation difficile, je travaille pour lui venir en aide », relate-t-elle, révélant que, dans son quartier, pratiquement toutes ses amies sont des filles-mères, sauf elle-même et une autre.

Grossesses dans l'élémentaire

C'est donc fort de son expérience de fille-mère que Maïmouna Diatta a décidé de vaincre le tabou, de s'exprimer afin de se libérer et se sentir utile dans sa communauté, pour que des filles, qui avaient son âge au moment de sa première grossesse, ne soient pas victimes de grossesse précoce. « On se réunit chaque dimanche chez moi. Ayant la confiance de leurs parents, j'accompagne les filles, même dans certaines cérémonies, pour éviter qu'elles soient détournées par les hommes. Je ne voudrais jamais qu'elles puissent le même sort que moi, à savoir tomber enceinte trop jeune », confie Melle Diatta. Cependant, elle regrette que toutes les adolescentes de son quartier ne soient pas réceptives aux messages de sensibilisation qu'elle veut véhiculer. « Certaines filles se moquent de ce qu'on leur dit. Quand je les approche, elles ne m'écoutent même pas, quelques-unes me traitent même



Le phénomène des filles-mères est préoccupant dans la région de Ziguinchor où 20 % des accouchements proviennent des adolescentes.

de tous les noms », raconte-t-elle. Ainsi, « beaucoup de filles-mères sont dénombrées dans ce quartier (Néma2) de Ziguinchor pauvre, non loti et populaire », révèle Marcel Niafouna, président d'Amitié, solidarité, fraternité, amour, tolérance, entente (Asfate). Une association mise sur pied depuis 1996 pour combattre les fléaux qui gangrèment Néma2. Cependant, malgré tous les efforts consentis pour améliorer les conditions de vie des habitants, M. Niafouna admet que « les cas de grossesses précoces demeurent dans le quartier. Il faut l'avouer, nous n'avons pas réussi à les faire baisser ».

D'ailleurs, le phénomène des filles-mères est préoccupant à l'échelle régionale. Car, informe Mariama Sarr Diop, coordonnatrice de la Santé de la reproduction (Sr) de la région de

Ziguinchor, 20 % des accouchements qui y sont enregistrés proviennent des adolescentes âgées entre 17 et 19 ans. Confirmant que les grossesses des adolescentes sont « une réalité » dans cette région méridionale du Sénégal, Fatou Badji Aris, sage-femme d'Etat à la retraite et coordonnatrice du Réseau « Siggil jigeen » à Ziguinchor, fait savoir « qu'entre octobre 2014 et mars 2015, 70 cas ont été recensés à Djibidione », dans le département de Bignona (environ 30 kilomètres de Ziguinchor). Elle ajoute que les 8 ont été notés dans l'élémentaire. Toujours en milieu scolaire, durant l'année « 2013-2014, plus de 150 filles ont contracté des grossesses entre Kolda et Ziguinchor », annonce Alpha Barry, président départemental de l'Association des parents d'élèves et d'étudiants de Ziguinchor.

Une dizaine de grossesses par an

L'ampleur des statistiques pousse Mme Aris à s'interroger ainsi : « Où en serons-nous à la fin de l'année ? » Difficile de répondre à cette question en ce sens que, selon les estimations, « chaque année, au moins une dizaine de filles tombe enceinte dans chaque établissement scolaire ». Un état de fait confirmé par Mamadou Cissé, le principal du Cem Agnack, une localité située à 18 km de Ziguinchor, dans la commune de Niaguis. Selon lui, durant l'année scolaire 2011-2012, 6 élèves sont tombées enceintes dans cet établissement. Entre 2012 et 2013, 8 cas ont été recensés dans le même collège contre 15 pour l'année 2013-2014. Jusqu'en mars 2015, les grossesses d'adolescentes étaient de 11 cas au Cem Agnack.

« Chaque année, des filles tombent enceintes dans ce Cem », reconnaît Aliou Cama, président du gouvernement scolaire du collège. « Mais, ce n'est pas encore le cas cette année », ajoute-t-il. Une précision qui n'a pas manqué de faire éclater de rire les personnes présentes dans la salle où élèves, quelques professeurs et le principal du Cem d'Agnack rencontrent un groupe de journalistes travaillant sur les questions relatives à la santé sexuelle et reproductive.

La situation n'est pas la même au Cem Kénia de Ziguinchor.

« Deux cas de grossesses précoces sont notés dans ma classe cette année. Les filles avaient arrêté les cours, mais elles sont de retour en ce moment (fin mars 2015) », expose Mamadou Ousmane Diallo, élève en classe de 3ème dans ledit collège. Selon lui, au début, « elles venaient, mais par la suite, elles avaient honte de se pointer à l'école. Elles étaient vraiment embarrassées ». Agé de 16 ans, Mamadou estime qu'« une grossesse précoce handicape les études des filles. Elle peut aussi entraîner la mort, le corps de la petite fille n'étant pas prête pour une grossesse ». A ce sinistre tableau, Aïssatou Bâ ajoute « les cas de fistules pouvant survenir suite à une grossesse précoce ».

GROSSESSES HORS MARIAGE, NON RECOURS A LA CONTRACEPTION

Les considérations socioculturelles, un facteur favorisant

Le phénomène des filles-mères est loin de s'estomper dans un environnement où l'on tolère la procréation avant le mariage pour prouver la fertilité de la femme.

La région de Ziguinchor baigne dans un contexte culturel où « le fait d'avoir un enfant sans être marié n'est pas mal vu comme, par exemple, au Nord du Sénégal », explique Mariama Sarr Diop, coordonnatrice de la Santé de la reproduction (Sr). Poursuivant, elle signale que « les filles-mères sont mieux acceptées dans leurs familles comparées à certaines ethnies (les wolofs, par exemple) où la maman est rejetée en même temps que sa fille enceinte ». En plus, « les filles-mères n'ont pas de problème pour se marier, car elles sont déjà fécondes », souligne-t-elle. Justement, c'est surtout comptenu de cet état de fait que la contraception n'est pas bien acceptée chez les adolescentes à Ziguinchor. « La planification familiale, c'est pour les femmes mariées. Je crois que c'est mauvais pour la santé des jeunes filles et leur future vie conjugale. Elles ne doivent même pas le faire », estime la vendeuse Néné qui s'étonne quand même que « beaucoup d'élèves recourent, de plus en plus, à la contraception pour éviter des grossesses non désirées ».

Maïmouna Diatta de renchérir : « Ici (à Ziguinchor, Ndlr) tant qu'une fille n'est pas mariée ou n'a pas d'enfant, on lui déconseille la planification familiale ». Selon elle, au-delà des risques de grossesse, les gens oublient les cas d'infections sexuelles pouvant

survenir en cas de rapports non protégés. Se basant sur son statut de fille-mère, elle soutient que c'est bien après son accouchement qu'elle a commencé à recourir à la contraception.

Le verdict de Lamine Diop, 27 ans, un conducteur de « moto-Jakarta » qui se fonde sur les rumeurs, est sans appel : « La contraception rend stérile les filles non mariées ». Même constat chez le coxeur Bamba Ndiaye qui est d'avis que l'usage de produits contraceptifs peut être sources de complications pour les filles non mariées. « En plus, ils peuvent les inciter à la débauche », argumente-t-il. Par contre, avance la dame Ndèye Astou Mboup, vendeuse à la gare routière de Ziguinchor, « si les filles sont sexuellement actives, elles peuvent recourir à la contraception pour éviter les grossesses non désirées ». Poursuivant, elle fait savoir qu'elle a une fois rencontré une jeune fille dans une structure de santé qui lui a demandé des informations sur la planification familiale. « Elle m'a dit qu'elle ne voulait pas tomber enceinte, alors qu'elle a un copain », explique Mme Mboup. Il y a, cependant, des filles qui ne veulent point de relations sexuelles protégées, avance la coiffeuse Ndèye Khady, 20 ans, selon qui certaines de ses camarades préfèrent les bonnes sensations que procure un rapport non protégé de sorte à oublier qu'elles peuvent contracter une grossesse et/ou avoir une infection sexuelle.

Au vu de tous ces éléments, Blanche Sambou, experte en santé sexuelle et reproductive, par ailleurs membre du Réseau « Siggil jigeen » de Ziguinchor,



Mariama Sarr Diop, coordonnatrice de la Santé de la reproduction de Ziguinchor

plaide pour que « les filles soient mieux informées, surtout par rapport aux rumeurs disant que, quand on adopte la planification familiale, on n'aura pas d'enfants une fois mariée ».

GROSSESSES EN MILIEU SCOLAIRE

L'engouement de l'admission en 6ème, la pauvreté, le mythe de l'enseignant au banc des accusés

De nombreux cas de grossesse sont relevés en milieu scolaire. Cette situation, selon les personnes interviewées, est due à la pauvreté, au passage de l'élémentaire au collège et au mythe que constitue l'enseignant.



Différentes initiatives sont prises dans les écoles pour sensibiliser les élèves sur les grossesses précoces.

Analysant les grossesses précoces en milieu scolaire, Mamadou Cissé, le principal du Cem Agnack, estime qu'elles sont surtout liées à « l'engouement de l'admission en sixième ». Pour cette raison, « les filles se donnent facilement », constate-t-il. De l'avis de Ousmane Diémé, président régional de l'Association des parents d'élèves et d'étudiants de Ziguinchor, « ce sont de jeunes enseignants qui sont affectés au niveau des collèges d'enseignement moyen (Cem), qui sont des établissements de proximité. « Les grandes filles étant mariées ou en ville, il ne reste que les collégiennes ». L'enseignant étant un « mythe » dans un village, ces dernières échappent rarement à ceux qui sont chargés de leur donner le savoir. C'est pourquoi M. Diémé exhorte les parents d'élèves à faire attention à leurs filles. « Nous ne cesserons de leur demander de veiller sur leurs enfants, notamment les filles à partir de 10 ans, car à cet âge, elles sont plus exposées. Il faut que les parents prennent conscience et soient sensibilisés davantage sur ces questions », estime-t-il.

Le principal du Cem Agnack souligne, en outre, que la pauvreté contribue pour beaucoup dans la survenue des grossesses des adolescentes en milieu scolaire. Dans ce cadre, Chérifo Mancal, 23 ans, habitant de Néma 2, témoigne : « Quand une fille est issue d'une famille pauvre, elle a tendance à demander de l'argent aux hommes, et ces derniers finissent par exiger le sexe ». Mamadou Ousmane Diallo, élève en classe de 3ème au Cem Kénia de Ziguinchor, d'ajouter : « Dans un contexte d'indigence, les parents n'ont pas le temps de s'occuper

de l'éducation de leurs enfants, surtout des filles, auquel cas ces dernières vont chercher de l'argent auprès des hommes qui sont prêts à leur proposer le sexe. Ce qui n'est pas bien, parce qu'elles peuvent tomber enceintes ».

« Résister et dire non »

Pour éviter d'en arriver à cette situation, Soukarou, une élève de 16 ans qui appuie sa maman en vendant des sachets d'eau glacée à la gare routière de Ziguinchor, invite ses camarades à « refuser de demander de l'argent aux hommes ». Selon elle, même si les tentations sont nombreuses, surtout avec des adultes qui font des avances à de petites filles sans hésiter, ces dernières doivent « résister et dire non ». A son avis, ce trait de caractère doit être inculqué par les parents, particulièrement la maman qui doit « livrer des conseils utiles à sa ou ses fille (s) ». Malheureusement, « la communication parents/enfants sur la sexualité est pratiquement inexistante », déplore Soukarou.

Quant à Ndèye Khady, 20 ans, une habitante de Néma2, elle indexe la jalousie malade de certains parents qui ne veulent même pas que leurs enfants s'imprègnent des réalités qui les entourent. « Malheureusement, quand les filles s'échappent, elles en profitent au maximum et font ce qu'elles veulent, ignorant les conséquences de leurs actes », explique notre interlocutrice. Toutefois, elle prêche pour l'abstinence jusqu'au mariage. Très en verve, Ndèye Khady est convaincue que « quand on veut, on peut ».

Elle partage cette position avec Diariétou

Diédhiou, une élève de 19 ans rencontrée au poste de santé de Baïla, localité située dans le département de Bignona, à 48 km de Ziguinchor. Tout comme Khady, cette demoiselle qui fait également de l'abstinence sa charte, indexant la plupart des hommes comme étant des « menteurs », charge aussi les parents de n'engager aucune discussion avec leur progéniture sur la santé sexuelle et reproductive. En plus, regrette Diariétou, « certains parents n'ont aucune emprise sur les enfants.

Ils ne les contrôlent pas, sinon ils auraient demandé, par exemple, à leurs filles d'où elles tirent l'argent qu'ils ne leur ont pas donné ». Pour cette raison, déclare Lamine Bodian, 20 ans, « les parents ne jouent pas le jeu ». Même son de cloche du côté de Lamine Diop, conducteur de « moto Jakarta » à Ziguinchor. Selon lui, une fille non mariée doit être sous la tutelle de ses parents. « Malheureusement, aujourd'hui, à cause de la pauvreté, la plupart d'entre eux n'ont aucune autorité sur leurs enfants », constate-t-il.

De l'avis de l'élève Ibrahima Coly de Baïla, certains hommes financent le petit déjeuner de leurs copines à raison de 100 FCfa par jour, soit 3000 FCfa le mois. « Dans ce cas, il est difficile pour une fille de dire non à cet homme qui veut coucher avec elle », pense-t-il. Pis, « certaines filles, entretenant des relations avec plusieurs hommes, ignorent le plus souvent l'auteur de leur grossesse », déplore Ibrahima. Etant filles-mères « à 12, 13 ou 15 ans, l'école est derrière beaucoup d'élèves qui tombent enceintes précocement », regrette-t-il.

RELATIONS SEXUELLES

Des jeunes de Ziguinchor invitent les filles à exiger le préservatif

« Même si les hommes souhaitent des rapports sexuels non protégés, les filles ne doivent pas l'accepter », témoigne un habitant de Ziguinchor qui incite les filles à exiger le port du préservatif.

« Je ne sors jamais avec une mineure », dixit Mamadou Aliou Cissé, la trentaine. Et pour cause, justifie ce conducteur de « moto Jakarta » rencontré devant la gare routière de Ziguinchor : « Je considère les adolescentes comme mes petites sœurs. Je préfère leur prodiguer des conseils plutôt que de chercher à s'amouracher avec elles ». Cependant, « si tu dois avoir un rapport sexuel avec une fille, il faut te protéger en utilisant un préservatif », tranche-t-il, soulignant que ce n'est pas pour la fille, mais bien pour soi. En effet, « autant l'homme que la fille peut

avoir une infection sans le savoir, donc il faut prendre les devants pour éviter toute déception future », estime M. Cissé. C'est aussi le sentiment de Lamine Konté, 35 ans, qui appelle à « œuvrer pour enrayer les nombreux cas de grossesses d'adolescentes enregistrés dans la région de Ziguinchor ». Selon lui, « un homme responsable doit se protéger avant tout rapport sexuel, surtout pour éviter certaines maladies comme le Vih/Sida ». D'ailleurs, il est convaincu que « même si les hommes souhaitent avoir des rapports non protégés, les filles ne doivent

pas l'accepter ». La vendeuse Néné qui promeut l'abstinence jusqu'au mariage défend également cette position, invitant « les filles sexuellement actives à exiger le préservatif, surtout avec des maladies comme le Vih/Sida ». Selon elle, « si les hommes refusent, elles doivent insister ».

Se voulant responsable, Chérifo Mancal, 23 ans, conseille même à ses petits frères de recourir systématiquement au préservatif. « Je ne comprends pas qu'on puisse faire un rapport sexuel sans se protéger.

Si mon stock de condoms est épuisé, je n'ai pas honte d'aller en chercher chez mes copains jusqu'à ce que j'en trouve, car je veux être responsable », partage cet habitant de Néma2.

INFORMATION, EDUCATION, SENSIBILISATION

Les clubs Evf pour conscientiser les élèves

Espaces d'éducation et de formation, les clubs d'Education à la vie familiale (Evf) sont mis en place dans certains lycées et collèges pour permettre aux élèves d'avoir plus d'informations sur la santé de la reproduction.

Le Cem Tété Diadihou de Ziguinchor accueille 1300 élèves, selon Mme Sagna, la principale. Dans cet établissement, seuls 2 cas de grossesses ont été notés l'année dernière. « Nous n'avons pas de moyens pour quantifier les activités que nous menons, mais on peut dire que les grossesses précoces ont diminué », se réjouit-elle, faisant savoir que, dans le cadre du club d'Education à la vie familiale (Evf), « différentes activités sont menées pour sensibiliser les élèves sur les questions relatives à la santé de la reproduction ». Ces derniers sont ainsi appelés à faire des exposés. « Ils vont eux-mêmes chercher les informations qu'ils vont traiter et venir partager avec les autres », explique M. Dianka, coordonnateur du club Evf dudit Cem.

Aussi, souligne Mme Sagna, la communication occupe une place centrale dans les activités. C'est pourquoi les membres du club Evf communément appelés Lea (Leader-élève-animateur) sont « formés pour qu'ils puissent être capables de porter des messages, communiquer devant un public, etc. », relève-t-elle. Dans le même sillage, M. Dianka note : « Nous nous appuyons sur les élèves pour que l'information arrive jusqu'aux parents. Ces derniers jouent donc le rôle de relais ». Dans ce cadre, Aïssata Bâ, 14 ans et élève en classe de 4ème, témoigne : « Nous sensibilisons, parlons à nos camarades et à nos parents ». Malheureusement, « la plupart de mes camarades ont tendance à fuir les clubs Evf, alors qu'on nous donne des informations très utiles nous permettant de savoir comment nous comporter », regrette Mamadou Ousmane Diallo, élève en classe de 3ème au Cem Kénia de Ziguinchor.

Ce Leader-élève-animateur (Lea), rencontré au Cem Tété Diadihou, fait savoir que cette attitude est notamment remarquée chez les garçons. « Ils disent que le club Evf est une affaire de filles, c'est pourquoi nous ne sommes que 7 garçons sur un effectif de 35 personnes », se plaint-il, soutenant que lui et ses autres camarades font tout pour changer l'opinion de leurs camarades. Il est d'avis « que, pour les jeunes, il vaut mieux fréquenter ces espaces plutôt que de s'en éloigner ».

« J'avais cru que le club Evf est une perte de temps »

C'est à force de persuasion que l'élève Mouhamed Samb du Cem Kénia a rejoint le club Evf. Pendant longtemps, il avait cru que « c'est une perte de temps ». Aujourd'hui, il regrette d'avoir intégré tardivement cet espace où il « tire beaucoup de connaissances ». D'ailleurs, il ne se limite plus au club Evf. Mouhamed a pratiquement intégré tous les autres clubs existants dans son collège. « C'est important pour moi, car tous les jours, j'acquies des informations que j'ignorais totalement », se réjouit-il. Au Cem Agnack, la situation est autre. Ce sont, en effet, les filles qui se font le plus désirer. « Elles ne participent pas aux activités du club Evf. J'ai tout fait en créant les conditions pour qu'elles soient présentes, mais la situation n'a pas changé. Peut-être qu'elles sont occupées pour les travaux domestiques », s'interroge Mamadou Cissé, le principal du Cem Agnack. Selon lui, il est aussi « difficile de faire participer les élèves ». Pour cette raison, « les débats ne sont pas interactifs », reconnaît-il, soulignant que le défi demeure l'information et la sensibilisation. Seulement, pour que les clubs Evf continuent de mener des activités au profit des élèves qui les fréquentent, ils ont besoin d'être appuyés. « Mobiliser a un coût. Il faut aussi motiver les personnes ressources, imprimer les documents, etc. », déclare M. Dianka, indiquant que leur club Evf ne bénéficie que de l'appui de l'Inspection d'académie (Ia), de l'Inspection de l'éducation et de la formation (Ief) et du chef d'établissement. Même son de cloche du côté du principal du Cem Agnack. D'après lui, leur unique soutien reste le Geep (Groupe pour l'étude et l'enseignement de la population). « Il y a un minimum pour motiver les personnes ressources : transport par exemple », estime Mamadou Cissé, convaincu qu'avec une bonne information et une sensibilisation soutenue, il est possible d'arriver à zéro grossesse au niveau du Cem ». Mais, à condition de redynamiser les clubs Evf dans les écoles, plaident la plupart de nos interlocuteurs.

CENTRE CONSEILS POUR ADOLESCENTS DE ZIGUINCHOR

La vétusté des locaux plombe l'offre de services aux jeunes

L'accès à l'information et aux services est un élément clé dans la prise en charge de la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes. Malheureusement, à Ziguinchor, il n'y a plus de structure appropriée pour assurer à cette couche de la population des soins de qualité. En effet, le Centre conseils pour adolescents (Cca) de ladite ville est dans un état de délabrement très avancé. « Nous travaillons difficilement. Nos locaux sont très vétustes.

Nous n'avons même pas de chaises pour installer ceux qui viennent demander des informations et des services », explique Assane Touré, coordonnateur du Cca de Ziguinchor, qui reconnaît aussi que « les jeunes s'adonnent tôt à la sexualité ». Ainsi, des cas d'Ist (Infection sexuellement transmissibles) et de Vih sont notés dans cette région qui a le taux le plus important de Vih chez les jeunes (2,2%) au Sénégal. Pourtant, insiste M. Touré, « notre mission est d'informer et de sensibiliser les adolescents et les jeunes dans la convivialité ». A cause des manquements susmentionnés, « nous sommes obligés de référer ceux qui nous sollicitent ailleurs », relate

le coordonnateur du Cca, soulignant qu'il se pose, dans ce cas, « un problème de confidentialité » et de non fréquentation des services où sont référés les jeunes qui viennent demander des services. Surtout les filles, car sur 100 jeunes reçus au niveau du Cca, les 60 sont des filles, informe Assane Touré.

A cause de la non convivialité des structures où on les envoie, « elles préfèrent souvent ne pas y aller pour éviter de rencontrer des proches », regrette-t-il, indiquant que cette structure dédiée aux adolescents et jeunes non scolarisés n'a ni sage-femme ni assistant social. Mais, le Cca de Ziguinchor peut compter sur une Ong qui a promis de recruter, cette année, une sage-femme, fait savoir son coordonnateur.

Malgré la faiblesse de ses moyens, le Cca arrive tant bien que mal à jouer sa partition dans la sensibilisation et le dépistage du Vih/Sida. C'est ainsi que 3986 personnes ont été dépistées en 2014, renseigne Noha Faty, technicien au laboratoire dudit centre. Les résultats font état de 12 personnes séropositives, dont 7 filles et 5 garçons.

REPRISE DES ETUDES APRES UNE GROSSESSE

Le certificat d'arrêt des cours pour faciliter la réintégration des filles-mères

Depuis quelques années, une circulaire du ministère de l'Éducation a mis fin à l'exclusion des élèves enceintes. Mieux, le certificat d'arrêt des cours délivré aux filles-mères permet de faciliter leur réintégration.



Mamadou Cissé, Principal Cem Agnack

Toutes les élèves qui étaient victimes de grossesse étaient exclues. Mais, depuis quelques années, une circulaire du ministère de l'Éducation a mis fin à cette discrimination. De ce fait, l'élève qui contracte une grossesse a la possibilité de reprendre ses études après l'accouchement. Cependant, « depuis que cette mesure est prise, il y a beaucoup plus de cas de grossesses à l'école », déclare Mariama Sarr Diop, coordonnatrice de la Santé de la re-

production de la région de Ziguinchor. Elle reconnaît que, même si leur réadmission ne pose plus problème, « la prise en charge est très difficile, car généralement, ce sont des filles très vulnérables qui manquent de moyens, surtout que le père du bébé est souvent absent ». Compte tenu de cet état de fait, elle indique : « A moyen ou long terme, l'exclusion de l'école est là ». Etayant son propos, Mme Diop donne l'exemple d'une élève fille-mère qui

redouble la 3ème ou la 2nde. « Quand elle échouera au Bac, elle sera exclue », assène-t-elle.

Seulement, précise Marcel Lèye, point focal santé à l'Inspection médicale des écoles (Ime) de Ziguinchor, « l'élève n'est pas exclue en cas de grossesse. Elle peut bénéficier d'un certificat d'arrêt de cours qui lui permettra de les reprendre quand sa grossesse arrivera à terme ». Ces explications sont corroborées par Mamadou Cissé, le principal du Cem Agnack. « Quand on constate qu'une élève est en état de grossesse, on convoque ses parents, notamment sa maman. On lui demande des explications et lui fournit en même temps un certain nombre d'informations, dont la production d'un certificat d'arrêt de cours et la nécessité de suivre les consultations prénatales. On lui fait comprendre que sa fille peut revenir 4 mois après l'accouchement avec un certificat médical attestant qu'elle peut reprendre les cours ».

Cependant, Fatou Cissé Diédhiou, inspectrice environnement et vie scolaire à l'Inspection médicale des écoles, déplore le fait que « les parents ne se soient pas appropriés cette mesure ». À l'en croire, « il n'y a pas souvent le suivi nécessaire pour que l'élève puisse reprendre ses études après l'accouchement. Alors, si elle ne vient pas, elle est exclue automatiquement ».

Sur les élèves filles-mères qui reprennent les cours, le principal du Cem d'Agnack indique qu'il y en a qui poursuivent bien le cursus. « Nous en avons une qui a une moyenne confortable. Une autre ayant quitté le Cem a été jusqu'en Terminale. Elle était brillante », renseigne Mamadou Cissé.

CONTRACEPTION

L'accès aux services et aux produits, encore un défi

Les grossesses d'adolescentes et de jeunes filles sont préoccupantes à Ziguinchor. Mais, pour différentes raisons, il est difficile à cette couche de la population, si elle le souhaite, d'accéder aux services et produits contraceptifs.



L'accès aux services reste une préoccupation pour les adolescentes et les jeunes, malgré l'importance des cas de grossesse précoce.

Malgré l'ampleur des grossesses précoces dans la région de Ziguinchor, l'accès des adolescents et des jeunes aux services de contraception et aux informations pose problème. « Les jeunes n'ont pas beaucoup de possibilités pour trouver des solutions à leurs difficultés », indique Fatou Badji Aris, sage-femme d'Etat à la retraite et présidente du Réseau « Siggil jigeen » de Ziguinchor. Elle évoque, en outre, les heures de travail coïncidant avec les heures de cours pour les élèves. En plus, « les pesanteurs culturelles font que certains agents ne reçoivent pas bien les jeunes dans les services d'offre de services et d'information », constate Mme Aris.

Sa collègue Blanche Sambou, experte en santé sexuelle et reproductive, d'ajouter : « Certaines sages-femmes ne sont pas réceptives à recevoir des filles qui viennent demander une méthode contraceptive ». L'accessibilité financière des jeunes qui manquent de moyens est aussi citée parmi les obstacles freinant leur accès aux services de contraception.

Quant à Mariama Sarr Diop, coordonnatrice de la Santé de la reproduction de Ziguinchor, elle fait état de « l'absence de structure spécifique aux jeunes, le Centre conseils pour adolescents (Cca) ne fonctionnant pas ». Poursuivant, elle soutient que l'accès aux produits pose également problème. « Quand les filles qui veulent des produits contraceptifs connaissent les gestionnaires des dépôts, elles n'y vont pas pour acheter ». Toutefois, pour contourner cette difficulté, « nous faisons une dotation aux sages-femmes pour que les adolescentes puissent s'approvisionner directement », partage Mme Diop.

Cet argumentaire est confirmé par Mme Goudiaby, « Badianou Gokh » (marraine de quartier) à Baïla, dans le département de Bignona. « Il n'y a pas de point de distribution de préservatifs. Donc, c'est difficile, pour les jeunes, d'avoir ces produits afin de se protéger », explique-t-elle. Dans ce cadre, précise Mme Coly, sage-femme à Baïla, « pour l'offre de produits contraceptifs, il y a une barrière entre les jeunes et moi, et je veux qu'elle saute ».

Une situation antinomique est notée au quartier Néma2 de Ziguinchor où les stocks s'épuisent vite, renseigne Marcel Niafouna, président de l'association Amitié, solidarité, fraternité, amour, tolérance, entente (Asfate). Selon lui, les 60.000 condoms qu'ils reçoivent, chaque trimestre, sont loin d'être suffisants pour couvrir les sollicitations des jeunes de ce quartier où l'on fait aussi la promotion du préservatif féminin. Malheureusement, « les filles ne l'ont pas encore adopté », déplore-t-il.

MME COLY, SAGE-FEMME

« L'offre de contraceptifs aux adolescentes n'est pas dans mes prérogatives »



L'offre de méthodes contraceptives aux adolescentes demeure un problème. Et pour cause, relève Mme Coly, la sage-femme de Baïla, elle « ne fait pas partie de mes prérogatives ». Selon elle, « il faut la présence des parents. Si ces derniers viennent, l'offre se fait sans problème ». Néanmoins, elle précise qu'elle ne rejette pas les filles qui viennent demander la

planification familiale. « Au contraire, je leur donne les bonnes informations », clarifie-t-elle, insistant sur le fait que quand les adolescentes se présentent avec leurs mamans, souvent, ces dernières considèrent la contraception comme une incitation à la débauche. « Et là, dit-elle, nous essayons de les convaincre jusqu'à ce qu'elles acceptent ».

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL
Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural

AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES
GESTION 2015

1. L'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) agissant dans le cadre de son budget d'appui institutionnel accordé par le programme d'amélioration de la productivité agricole PPAAO/WAAPP financé par la Banque Mondiale, exécute au titre de la gestion 2015, un programme de passation de marchés publics.

2. Les acquisitions par voie d'appel public à la concurrence (appels d'offres et demandes de renseignement et de prix) concernent les domaines suivants :

FOURNITURES

- Fournitures de bureau et consommables informatiques
- Acquisition de semences pré base
- Acquisition de semences de Mil et Sorgho
- Acquisition de semences de Riz pluvial
- Acquisition de produits phytosanitaires
- Acquisition d'engrais
- Acquisition de coqs raceurs
- Acquisition de poussinières

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

- Mise à jour du site web
- Méthodologie de conseil agricole et rural
- Renforcement de capacités des agents (formations, voyages d'études, visites)
- Animation des réunions zonales sur les tables fil-

ières des céréales et légumineuses

- Diagnostic de l'Agence et élaboration du plan stratégique

SERVICES

- Nettoyage des locaux
- Maintenance informatique et réseau

3. Les marchés seront passés conformément aux dispositions du décret n°2014-1212 du 22 Septembre 2014 portant Code des Marchés Publics.

4. Les avis spécifiques de passation de marché seront publiés à partir du mois de Février 2015, dans un journal quotidien de grande diffusion de la place.

5. Les soumissionnaires potentiels : fournisseurs de biens, prestataires de services intellectuelles (consultants), qualifiés et satisfaisant aux critères d'éligibilité, sont priés de manifester leur intérêt à l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR), BP 10307 Dakar-Liberté, Hann Maristes en face ancar@orange.sn, téléphones 338591414, fax : 338325579, en envoyant leur dossier de candidature comportant leurs références de travaux, fournitures ou services de nature, taille et/ou complexité similaires

Le Directeur Général de l'ANCAR
Mamadou Amadou SOW